

**Mme. Véronique RIOTTON**

Députée de la Haute-Savoie

*Membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire*

*Présidente du groupe d'amitié France-Népal*

*Bureau des Femmes Parlementaires de l'UIP*

## 142e ASSEMBLÉE DE L'UIP

Session en ligne, 24-28 mai 2021

Commission permanente du développement durable

Mardi 27 avril 2021 (14 h-16 h 30, HAEC)

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite témoigner, en tant que députée française de ce que la France a mis en place pour sortir de la crise actuelle.

Le gouvernement a présenté en septembre dernier un plan de relance ambitieux pour redresser durablement notre économie, la rendre plus vertueuse et en même temps performante.

Ce que la France propose, c'est de changer de modèle économique, de soutenir l'investissement pour accompagner une mutation profonde vers l'économie de demain, décarbonée et économe en ressources.

Au moment où nous affrontons une crise économique et sociale majeure, le choix de l'écologie et de la relance verte nous apparaît comme une source d'espoir pour tous.

Doté de 100 milliards d'euros, le plan de relance de la France fait de la transition écologique un objectif stratégique en consacrant 30 milliards d'euros exclusivement aux investissements verts.

Il soutient la transformation écologique de tous les secteurs fortement émetteurs de gaz à effet de serre, qu'il s'agisse des transports, des bâtiments, de l'énergie, de l'industrie ou encore de l'agriculture. Il vise également chacune des cibles : entreprises, collectivités locales, ménages.

Nous faisons ainsi le pari d'une véritable transformation structurelle de notre économie :

- Nous ambitionnons de décarboner notre industrie en réduisant nos émissions de carbone de 40% d'ici 2030
- Nous voulons soutenir nos secteurs d'avenir en misant sur les technologies vertes, telles que l'hydrogène, le recyclage, les biocarburants.
- Nous favorisons le développement d'activités à forte valeur ajoutée, créatrices d'emplois, valorisant les savoir-faire nationaux et encourageons de ce fait des transformations qui rendront l'économie de notre pays plus compétitive.

Le Parlement français, qui a largement voté ces mesures, veillera à sa traduction budgétaire sur au moins 2 ans. Le Premier ministre s'est par ailleurs engagé à rendre compte au Parlement de l'exécution du plan de relance, tous les deux mois.

**Véronique RIOTTON**